

En termes absolus, les collectivités genevoises consacrent davantage de moyens à la solidarité internationale. Mais leur engagement ne suit pas toujours la progression de leurs budgets

Le paradoxe de la solidarité genevoise

BATHSHEBA HURUY

Genève ► Les collectivités publiques genevoises ont augmenté de 26,6% leurs financements destinés à la solidarité internationale en cinq ans. En 2025, leurs contributions ont atteint 39,5 millions de francs, soit 8,3 millions de plus qu'en 2020. Cette hausse masque toutefois un recul de leur engagement relatif: désormais, seules sept communes sur 42 consacrent 0,7% de leurs charges de fonctionnement à cette politique.

Ce bilan contrasté ressort du neuvième baromètre de l'engagement des collectivités publiques genevoises, présenté hier à la presse par la Fédération genevoise de coopération (FGC). La faitière, qui regroupe 59 organisations actives dans la coopération au développement, publie tous les cinq ans une enquête sur les financements accordés à la solidarité internationale dans le canton.

Comment expliquer ce paradoxe? La hausse des financements tient en grande partie à l'engagement du canton, qui a consacré 22,7 millions de francs à la solidarité internationale en 2025, dont un crédit extraordinaire de 5 millions voté par le Grand Conseil en faveur d'une aide d'urgence à Gaza. Parallèlement, les charges de fonctionnement des collectivités publiques ont fortement augmenté ces dernières années, sans que les fonds consacrés à la solidarité internationale suivent toujours dans les mêmes proportions a expliqué Catherine Schümperli Younossian, secrétaire générale de la FGC.

Le cap de 0,7% s'éloigne

Cette évolution se traduit différemment selon les collectivités. Le canton se maintient autour de 0,21% depuis une vingtaine d'années. Il reste ainsi



Ce bilan contrasté ressort du neuvième baromètre de l'engagement des collectivités publiques genevoises, présenté hier à la presse par la Fédération genevoise de coopération. BHY

loin de l'objectif de 0,7%, recommandé par les Nations unies et inscrit dans la loi genevoise sur la solidarité internationale. Un écart que ne conteste pas la conseillère d'Etat Nathalie Fontanet, présente à la conférence de presse. La magistrate souligne toutefois que le montant consacré à cette politique augmente avec le budget cantonal, même si sa part reste stable. «Depuis 2020, le budget régulier à la solidarité s'est étoffé de 730 000 francs, auxquels s'ajoute le crédit extraordinaire de 5 millions consacré à la crise au

Moyen-Orient.» a-t-elle expliqué, assurant par ailleurs que l'objectif de 0,7% reste celui du Conseil d'Etat.

La Ville de Genève, en revanche, s'en rapproche. Elle a atteint le taux de 0,69% en 2025, avec une contribution de 8,2 millions. Rapportée à sa population, cette somme atteint 38,83 francs par habitant-e, contre 34,75 francs cinq ans plus tôt. Une progression qui contraste avec la situation d'autres communes genevoises, dont seules sept sur les 42 consacrent 0,7% de leur budget de fonctionnement à la solidarité

internationale, contre treize en 2020. «Nos communes sont amenées à arbitrer entre des priorités diverses», a souligné Laurence Miserez, représentante de l'Association des communes genevoises (ACG). Evoquant notamment le maintien des services de proximité, la transition énergétique et la cohésion sociale.

L'aide humanitaire gagne du terrain

La coopération au développement demeure le premier domaine financé

par les fonds destinés à la solidarité internationale, avec 16,1 millions de francs en 2025, même si sa part dans les contributions totales recule: elle est passée de plus de la moitié en 2020 à 43% en 2025. En parallèle, l'aide humanitaire gagne du terrain. Les montants qui lui sont consacrés ont bondi de 78% en cinq ans, pour atteindre 13 millions de francs, notamment sous l'effet des crises au Moyen-Orient. Une évolution qui appelle à la vigilance, selon la Fédération genevoise de coopération: «Cette réactivité honore la tradition humanitaire de Genève. Cependant, elle ne doit pas conduire à opposer aide d'urgence et développement», a souligné sa secrétaire générale, Catherine Schümperli, rappelant l'importance des projets de long terme dans la prévention des crises.

Avec 0,21% de contribution, le canton reste ainsi loin de l'objectif de 0,7%, recommandé par les Nations unies

Alors que des restrictions budgétaires sont attendues dans la prochaine période, la fédération appelle les collectivités à maintenir le cap de 0,7%, afin que la solidarité internationale ne devienne pas une «variable d'ajustement» des budgets. Une perspective que la conseillère d'Etat Nathalie Fontanet a également écartée au nom du gouvernement cantonal, tout en reconnaissant que les prochaines années s'annoncent difficiles sur le plan financier. I

PARTENARIAT

L'ÉVÈNEMENT SYNDICAL

TOUT SAVOIR SUR L'ACTUALITÉ SYNDICALE EN SUISSE ROMANDE ET AILLEURS?

ABONNEZ-VOUS À L'ÉVÈNEMENT SYNDICAL

et offrez-vous un regard sur les enjeux sociaux, ici et dans le monde.



DEUX MOIS D'ESSAI GRATUIT?

- ☐ Je souhaite recevoir gratuitement L'Événement syndical pendant 2 mois.
- ☐ Je souscris un abonnement standard à 60 fr. par an.
- ☐ Je souscris un abonnement de soutien à 100 fr. par an.

Nom, prénom, adresse

À retourner à L'Événement syndical · pl. de la Riponne 4 · 1005 Lausanne
ou à forum@evenement.ch · evenement.ch/abonnement · tél. 021 321 14 60

La première «Urbansgemeinde» de Suisse romande

Genève ► En plein cœur de Meyrin, une assemblée citoyenne a animé dimanche passé le quartier des Vergers. Adultes et enfants dès 6 ans, tout le monde était invité à participer au vote à main levée.

«C'était incroyable. Rapidement, des gens se sont levés et ont pris le micro pour s'exprimer», sourit Matthias Lecoq, chercheur praticien en urbanisme. Il est le concepteur de l'Urbansgemeinde des Vergers, une assemblée citoyenne qui s'est déroulée dimanche passé au sein de l'écoquartier situé à Meyrin. Sur ses quelque 3000 habitant-es, près de 300 ont été rassemblé-es par l'événement, porté par l'association Echos-Vergers en collaboration avec la Coordination du quartier des Vergers et la commune de Meyrin.

«On se demandait si la dynamique allait prendre. Mais les habitants sont venus et se sont rapidement approprié l'assemblée en osant s'emparer du micro», déclare Matthias Lecoq. «Une petite fille d'une dizaine d'années a également pris la

parole d'elle-même. C'était très touchant», renchérit le concepteur de l'assemblée citoyenne. Suivant le modèle de la Lands-gemeinde traditionnelle, ce qui compte pour toutes et tous, mais aussi ce qui ne fait pas l'unanimité, a pu être énoncé et discuté sur la place, une heure et demie durant. Lors d'un échange «émouvant», «les jeunes du quartier à qui il est reproché d'être bruyants» ont notamment pu exprimer leur ressenti: «On ne veut pas vous déranger, mais on existe aussi.»

Une Urbansgemeinde qui ne s'est pas faite du jour au lendemain. C'est le fruit de dix-huit mois de collaboration au sein de groupes de travail qui a permis d'y parvenir. L'ambition phare des organisateur-ices: «redynamiser la démocratie au niveau local». En amont de l'événement, des livrets de vote pour les adultes, mais aussi pour les enfants ont été envoyés à chaque foyer du quartier des Vergers. A l'intérieur, neuf sujets de vote réfléchis pour améliorer le quotidien

des locaux. Ce dimanche, dans une ambiance chaleureuse et informelle, ceux-ci ont ainsi pu voter à main levée. Et ce, dès l'âge de 6 ans!

La plupart des propositions ont été acceptées. A commencer par le choix d'un nom: les «Verche – tois-es». Toute la communauté s'est également prononcée en faveur de l'attribution d'une place spécifique aux jeunes dans le quartier. Notons encore l'adhésion à l'unanimité à la mise en place d'un dispositif d'ombrage pour lutter contre la canicule et la validation de sujets sur l'alimentation et l'énergie, reflétant l'essence de l'écoquartier.

Pour le chercheur, cette «humble initiative» s'inscrit dans l'enjeu bien plus large de la démocratie. En tant que chercheur, il espère que d'autres quartiers et villages du canton renoueront avec la tradition du vote à main levée. Côté Vergers, le prochain rendez-vous aura lieu le 18 janvier: il sera question de la mise en œuvre concrète de ce qui a été voté.

ARNAUD WAELTI

LAUSANNE

AMÉLIORER L'APPLICATION DU DROIT ANIMALIER

Des juristes ont fondé le Centre suisse de droit animalier (CSDA) à Lausanne. L'association veut contribuer à une meilleure application du droit de la protection des animaux et à son évolution, en particulier en Suisse romande. Le droit suisse protégeant les animaux est souvent méconnu et insuffisamment appliqué, a constaté hier le comité dans un communiqué. Le CSDA entend mettre son expertise au service de l'application du droit en vigueur. ATS

MIGROS

LA CENTRALE TRAITEUR D'ECUBLENS FERMÉE?

Migros envisage de fermer à fin 2027 la Centrale Traiteur sur son site d'Ecublens, dans le canton de Vaud. Quelque 57 emplois sont menacés. «Aucune décision n'a encore été prise. Une procédure de consultation avec le personnel concernant une éventuelle fermeture de la Centrale Traiteur à Ecublens à fin 2027 est actuellement en cours», a précisé hier une porte-parole de Migros, confirmant une information de 24 heures. ATS